

QUESTIONS DU JOUR

La Puissance Économique et Financière des

États-Unis de l'Amérique du Nord

(Suite) (1)

V. — Chemins de fer et Marine marchande

Les recettes que les grandes Compagnies américaines de chemins de fer ont réalisées en 1916 fournissent une indication très précise de l'activité économique dont les indices précédents nous ont déjà révélé l'ampleur.

On sait que les Etats-Unis possèdent le plus vaste réseau de voies ferrées du monde : A la fin de juin 1915, la longueur des lignes exploitées atteignait 424.155 kilomètres (à la même époque 342.000 kilomètres pour l'Europe entière) et nous rappellerons que cette longueur n'était que de 392.808 kilomètres en 1910 et de 314.004 kilomètres en 1900. Pour cette dernière année, le réseau exploité en Europe ne dépassait pas 280.000 kilomètres.

Les recettes brutes des grandes Compagnies américaines ont été, en 1916, de 16.985 millions de francs, contre 14.440 millions en 1915. Soit une augmentation de 18 %.

En 1916, les Compagnies de chemins de fer américaines ont dépensé environ 2 milliards de francs pour leur matériel roulant. On estime qu'avec les commandes européennes, la production du matériel a atteint 3 milliards. Les livraisons ont été de 4.974 locomotives, 199.538 wagons à marchandises et 2.649 wagons de voyageurs, sur lesquels il a été exporté : 2.083 locomotives, 34.214 wagons à marchandises et 109 wagons à voyageurs.

La marine marchande nationale ne suffit pas, il s'en faut de beaucoup, à faire face au commerce maritime du pays.

En effet, pendant l'année fiscale 1912-1913, le tonnage chargé des navires au long cours qui sont entrés dans les ports des Etats-Unis ou en sont sortis s'est élevé à 78.407.000 tonneaux, sur lesquels la part du pavillon américain n'a été que de 17.341.000 tonneaux et celle des pavillons étrangers de 61.066.000 tonneaux. Cela revient à dire que les bateaux battant le pavillon étoilé n'ont transporté que les 22 % du commerce maritime américain.

En 1914-1915, sous l'influence de la guerre européenne, le transit maritime total (bateaux chargés) s'est abaissé à 67.320.000 tonneaux, dont 17.705.000 tonneaux, ou 26 %, pour les navires américains. L'amélioration du pourcentage en faveur du pavillon étoilé provient surtout de la suppression de la concurrence allemande, et les armateurs de New-York, de Boston, de Philadelphie, de San Francisco, etc., en ont profité pour augmenter leurs flottes.

Pour ne citer que les bateaux à vapeur, les chantiers américains en ont livré 164 en 1916, représentant une capacité totale de 361.288 tonneaux, soit une moyenne de 2.203 tonneaux par unité, tandis qu'en 1915, pour 801 bateaux sortis des mêmes chantiers, le tonnage total n'avait été que de 144.182 tonneaux, c'est-à-dire à peine 180 tonneaux par navire.

Ce sont les cargos de fortes dimensions que les chantiers maritimes américains exécutent actuellement : Au 1^{er} janvier 1917 ils en avaient 294 en construction, formant une capacité totale de 1.002.398 tonneaux, contre 240 navires représentant

(1) Voir l'Economiste Européen, nos 1309 et 1310, des 6 et 13 avril 1917.

639.817 tonneaux au 1^{er} janvier 1916. La moyenne par bateau s'est élevée à 3.409 tonneaux en janvier 1917, contre 2.665 tonneaux en janvier 1916.

D'après le répertoire du Bureau Veritas, le tonnage net de la marine à vapeur des Etats-Unis a suivi la progression suivante depuis le commencement de la guerre :

Marine à vapeur des Etats-Unis Bateaux de plus de 100 tonneaux nets

Années	Nombre de navires	Tonnage net
1913-14.....	1.108	1.481.849
1914-15.....	1.114	1.535.049
1915-16.....	1.249	1.947.165
1916-17.....	1.309	2.053.384

L'effectif de la marine marchande américaine est infiniment plus considérable que les chiffres précédents si on compte les navires à vapeur de moins de 100 tonneaux, les voiliers et tous les bateaux qui sont affectés au cabotage et à la navigation des fleuves et des lacs.

Voici les chiffres donnés par la statistique des Etats-Unis :

Marine marchande des Etats-Unis de tout tonnage

	Au 30 juin		Différences en 1915
	1905	1915	
Vapeurs :			
Nombre de navires.....	8.897	15.948	+ 7.051
Tonneaux de jauge.....	3.741.494	5.943.810	+2.202.316
Voiliers :			
Nombre de navires.....	15.784	10.753	- 5.031
Tonneaux de jauge.....	2.715.049	2.445.619	- 269.430
Marine totale :			
Nombre de navires.....	24.681	26.701	+ 2.020
Tonneaux de jauge.....	6.456.543	8.389.429	+1.932.886

Comme dans tous les pays du monde, la marine à voile a diminué d'importance, tandis que le nombre et le tonnage des bateaux à vapeur ont, au contraire, augmenté dans des proportions considérables.

VI. — Autres indices de la prospérité des Etats-Unis

L'activité économique des Etats-Unis s'est traduite, en 1916, par une augmentation considérable du montant des émissions de valeurs industrielles.

En 1915, les nouveaux titres émis sur le marché américain représentaient, au pair, 13.550 millions de francs, dont 7.175 millions de valeurs nationales et 6.375 millions de valeurs étrangères : En 1916, les émissions nouvelles se sont élevées à 10.930 millions de francs en titres américains et à 6.905 millions en titres étrangers : soit au total 17.835 millions contre 13.550 millions pour l'année précédente.

Le mouvement des chambres de compensation (Clearing Houses) a progressé de 939 milliards de francs en 1915 à 1.305 milliards en 1916 et, sur ce total, la part de la place de New-York a atteint 552 milliards en 1915 et 797 milliards en 1916.

D'ailleurs le prix effectif des valeurs mobilières échangées à la Bourse de New-York est passé de 63 milliards de francs en 1915 à 94 milliards en 1916.

On a également calculé que l'industrie du bâtiment, c'est-à-dire les constructions immobilières nouvelles, a absorbé 5.625 millions de francs en 1916 contre seulement 4.605 millions de francs en 1915.

Les faillites, qui sont un indice sérieux de la situation économique du pays, n'ont porté, en 1916, que sur un passif total de 9.810 millions de francs, alors qu'en 1915 le total du passif enregistré

avait sensiblement dépassé 15 milliards de francs.

Enfin, constatons que les Américains ont, en 1916, acheté à l'étranger beaucoup plus d'articles de luxe qu'en 1915 — ce qui est un nouveau signe de prospérité, — et que, pour les diamants seulement, le montant de leur importation s'est élevé à 305 millions de francs en 1916, contre 130 millions en 1915.

VII. — La balance des règlements extérieurs des Etats-Unis

Pendant les trois dernières années, l'excédent commercial des Etats-Unis s'est traduit, en leur faveur, par un solde créditeur de 26.365 millions de francs, ainsi décomposés :

	Millions de francs
Excédent commercial des années 1914, 1915, 1916.....	25.950
Exportation nette d'argent métal pendant les trois années.....	415
Solde créditeur total.....	26.365
Importation d'or pendant les trois années.....	3.990
Reste à recevoir par les Etats-Unis.....	22.435

La plus grande partie de l'or importé aux Etats-Unis depuis le commencement des hostilités provient de l'Angleterre, qui est devenue le « Clearing house » des règlements extérieurs pour tous les pays de l'Entente, et cette masse de métal jaune, ayant saturé la circulation monétaire américaine, a contribué à maintenir une certaine stabilité du change entre les Etats-Unis, d'une part, et la Grande-Bretagne, ses Dominions et ses alliés, d'autre part.

On a d'ailleurs calculé que le stock d'or des Etats-Unis, comprenant à la fois l'encaisse du Trésor fédéral, la circulation publique et les réserves des banques, est passé de 9.620 millions de francs, à la fin de 1913, à 14.320 millions de francs, à la fin de 1916 : soit une augmentation nette de 4.700 millions de francs, représentant à la fois l'or importé pendant les trois années et la production aurifère des Etats-Unis.

Mais le petit tableau précédent montre que, déduction faite des paiements en or, les Etats-Unis avaient encore à recevoir 22.435 millions de francs sur le solde créditeur de leur balance commerciale des trois années 1914, 1915 et 1916. Comment ce règlement s'est-il effectué ?

D'après les statisticiens américains, le solde dû aux Etats-Unis a été compensé par 10.750 millions de crédits consentis aux pays débiteurs sous des formes diverses, et environ 11.680 millions de francs de titres américains rachetés par les capitalistes des Etats-Unis aux détenteurs européens.

Les 10.750 millions de crédits ouverts aux pays débiteurs peuvent facilement s'inventorier, car sur cette somme, l'Angleterre, le Canada, la France, la Russie et l'Italie figurent pour plus de 9.500 millions de francs ; mais il est difficile de préciser le montant des titres américains rapatriés depuis le commencement de 1914.

Le chiffre précédent de 11.680 millions résulte des calculs approximatifs établis par M. L. F. Lorce, président de Delaware et Hudson Co, sur les titres de l'U. S. Steel Corporation et des principales compagnies américaines de chemins de fer. Pour ces dernières seulement, la valeur des titres rachetés par les Américains entre le 31 janvier 1915 et le 31 juillet 1916 serait d'environ 6.500 millions de francs.

Quoi qu'il en soit, le montant de la dette des Etats-Unis en Europe, qui était évaluée à 32.500 millions de francs vers la fin de 1912, ne serait plus aujourd'hui que de 10 milliards environ, car aux 11.680 millions de francs de titres américains rapatriés depuis la guerre il faut logiquement

ajouter les 10.750 millions de crédits consentis aux débiteurs étrangers qui, pour le moment du moins, balancent une pareille somme de dettes extérieures américaines.

(A suivre.)

EDMOND THÉRY.

Les États-Unis dans la Guerre

Le Gouvernement des Etats-Unis organise et intensifie le concours qu'il a résolu d'apporter aux Alliés. Il restait aux Empires centraux, après la déclaration de guerre de l'Amérique, un dernier espoir ou une dernière illusion : que l'aide des Etats-Unis serait surtout morale. Or, il s'affirme qu'ils entreront dans la guerre, à côté des Alliés, avec toute leur puissance financière, économique, militaire et navale : le poids qu'ils jetteront sur les champs de bataille sera formidable. Nous en avons pour preuve et garant la parole du président Wilson et le programme que lui-même a tracé à son pays.

Avec leur sens pratique, les Etats-Unis ont commencé par où ils étaient prêts. Ils ont voté un emprunt de guerre de 7 milliards de dollars dont 3 milliards sont destinés à être prêtés aux Alliés — principalement à la Russie, le Gouvernement provisoire de Pétrograd ayant un besoin urgent de renforcer son crédit financier. Cet emprunt de 7 milliards de dollars, a spécifié le ministre des Finances, égratignera à peine le crédit des Etats-Unis et de nombreux milliards resteront encore disponibles pour la défense de la bonne cause.

Après l'aide financière, l'aide militaire : les Etats-Unis veulent que leur drapeau flotte avec honneur sur les champs de bataille de la liberté et lèvent et équipent, dans ce but, une armée d'un million d'hommes qui sera prête avant un an. Enfin, ils construisent une formidable flotte de bois pour relier abondamment et sans interruption les ports américains aux ports anglais et français.

Pour montrer son union étroite avec les Alliés — union de conception, de réalisation et d'exécution — le gouvernement des Etats-Unis n'a rien voulu décider en dernier ressort que dans une conférence où siègeraient les représentants de la France et de l'Angleterre. Les missions anglaise et française sont déjà en route pour New-York. Les questions suivantes sont inscrites au programme des discussions :

1^o Répartition de l'avance de trois milliards de dollars entre les alliés ;

2^o Coopération navale contre la guerre sous-marine ;

3^o Transport de vivres, de munitions et des hommes que l'Amérique enverra aux armées de l'Entente ;

4^o Levée d'une nouvelle armée américaine et son utilisation éventuelle contre l'Allemagne ;

5^o Utilisation des ressources de l'Amérique Centrale et de l'Amérique du Sud quand les nations de l'Amérique latine entreront en guerre ;

6^o Conditions sous lesquelles on pourrait discuter des propositions de paix au cas où elles seraient faites par l'une des puissances centrales et quelles seraient les conditions de la paix.

On prévoit que les Etats-Unis adhéreront au traité de Londres, par lequel les Alliés se sont engagés à ne pas faire de paix séparée.

En vue de ces conférences et pour marquer l'importance qu'elle attache au concours des Etats-Unis, la France a non seulement envoyé à Washington une mission temporaire sous la direction de M. Viviani et du maréchal Joffre, mais elle y a encore nommé un haut-commissaire

« pour centraliser sous une direction unique, toutes les missions techniques qui ont ou auront à assurer d'une façon permanente sur tous les terrains l'étroite coopération de la France et des Etats-Unis et à porter à son maximum l'effort franco-américain. »

Ce haut-commissaire est M. André Tardieu. On ne pouvait faire un meilleur choix.

* *

Cependant que tant de compétences reconnues vont définitivement coordonner et porter à son maximum d'efficacité le concours des Etats-Unis, le président Wilson, en un vibrant appel au peuple américain, lui trace ses devoirs dans la guerre « sérieuse et terrible » où il est volontairement entré pour sauver la liberté et les droits de l'humanité. Ici, il faut citer cette haute pensée et cette éloquence simple :

« Nous mettons rapidement notre flotte sur le pied de guerre et nous sommes sur le point de créer et d'équiper une grande armée ; mais ce ne sont là que de simples parties de la grande tâche à laquelle nous devons nous consacrer. Il n'y a pas seulement de l'égoïsme, pour autant qu'on puisse en juger, dans la cause pour laquelle nous combattons. Nous combattons pour ce que nous désirons et croyons être les droits de l'humanité et un avenir de paix et de sécurité dans le monde.

« Pour accomplir cette grande œuvre dignement et avec succès, nous devons nous consacrer à sa réalisation sans aucune considération de profits ou d'avantages matériels, et avec l'énergie et la compréhension qui s'élèvent au niveau de l'entreprise elle-même.

« Nous devons pleinement comprendre combien grande est notre tâche, combien de choses et combien d'éléments différents de sacrifices elle implique.

« Voilà donc les choses que, outre la lutte, il nous faut faire et bien faire, choses sans lesquelles le combat seul serait inutile. Nous devons produire la nourriture, non seulement pour nous-mêmes, pour nos armées et pour nos marins, mais également pour une grande partie des populations des nations avec qui nous faisons maintenant cause commune, à l'aide desquelles et aux côtés desquelles nous allons combattre. »

Comme on voit, le programme est double. M. Wilson indique aux Américains ce qu'ils doivent faire pour eux et ce qu'ils doivent donner aux Alliés. Il s'adresse aux soldats et aux citoyens ; il s'adresse surtout aux cultivateurs, aux fabricants, aux mineurs, aux compagnies de chemins de fer, aux armateurs et aux négociants : le pays compte sur leurs bons services et leur patriotisme. Il mentionne surtout l'importance des constructions navales auxquelles vient d'être imprimée une impulsion décisive par la création d'une flotte en bois de trois millions de tonnes. « Les vivres et le matériel de guerre doivent traverser l'Atlantique. Quel que soit le nombre des bâtiments envoyés au fond de la mer, ceux qui seront détruits devront être immédiatement remplacés. »

On voit que les Etats-Unis vont fournir aux Alliés une aide illimitée, une aide dont la puissance ne pouvait pas même être soupçonnée, dont l'immensité surpassera tout ce que l'imagination avait pu entrevoir.

* *

La position prise par les Etats-Unis dans le conflit mondial aura eu cette conséquence de montrer sa voie à toute l'Amérique qui, insensiblement, va s'unir à la grande République.

On sait que déjà le Brésil a rompu avec les Empires du Centre. Déjà l'Uruguay et l'Argentine ont déclaré adhérer au point de vue des Etats-

Unis. Mais l'action des républiques sud-américaines, qui a été, jusqu'ici, individuelle et incoordonnée, semble vouloir s'unifier en une attitude commune. Aux dernières nouvelles, le Brésil se serait mis d'accord avec la République Argentine pour participer à une réunion des pays sud-américains qui aura lieu probablement à Buenos-Aires, dans le but d'établir une entente des puissances continentales américaines en face des problèmes suscités par la guerre.

D'autre part, le groupement A. B. C., qui représente les trois principales Républiques sud-américaines, l'Argentine, le Brésil et le Chili, prend la tête de ces mouvements.

On annonce, en effet, de Buenos-Aires, l'ouverture des négociations entre les chancelleries de l'A. B. C., dans le but de convoquer à Buenos-Aires une assemblée des Républiques américaines.

On dit que la République Argentine et le Brésil voudraient établir une action uniforme de l'Amérique du Sud et que le Mexique, le Pérou et l'Equateur désireraient convoquer un congrès des Républiques latino-américaines.

Enfin, l'Uruguay, ne reconnaissant pas le droit à la guerre sous-marine sans restriction parce qu'elle constitue un attentat contre la justice, viole les droits des neutres et offense l'humanité, estime que la décision de Washington correspond à la situation que lui crée cette forme de guerre. La réponse rappelle que l'Uruguay a protesté opportunément auprès de l'Allemagne contre la guerre sous-marine, et ajoute que l'Uruguay est décidé à maintenir sa neutralité, reconnaît que l'attitude des Etats-Unis est juste et leur exprime sa sympathie et sa solidarité morale.

Ainsi la sauvagerie allemande a déchaîné contre elle-même un ennemi formidable : l'Amérique entière.

Les Etats-Unis, seuls, auraient déjà été pour les Alliés une aide précieuse. On voit au programme qu'a tracé le président Wilson qu'il ne se fait pas d'illusions sur les difficultés de l'entreprise, sur les peines et les horreurs de la guerre — mais qu'il a décidé tout de même d'aller jusqu'à la victoire du droit et au châtiement des criminels.

Georges BOURGAREL.

Les Associations d'Obligataires,

le Registre du Commerce et un Office national des Sociétés à créer

sous le contrôle de la Chambre de Commerce de Paris

M. Raoul Peret, ancien ministre du commerce, aujourd'hui rapporteur général du budget, et quelques-uns de ses collègues viennent de déposer à la Chambre une proposition de loi ayant pour objet de faciliter la création d'Associations d'Obligataires dans les Sociétés par actions, Sociétés Françaises moratoriées et Sociétés étrangères, dont l'émission d'obligations aura lieu en France.

Les obligataires, ainsi que les Sociétés débitrices, auraient ainsi la responsabilité légale de se concerter et de sauvegarder leurs intérêts communs à la cessation des hostilités... et des moratoires.

Nous engageons vivement nos lecteurs à lire l'exposé des motifs de la proposition de M. Raoul Peret, qui a bien voulu s'inspirer d'une suggestion, que nous avons exposée publiquement dans la presse, mais que nous avons vainement soumise jusqu'à présent à nos gouvernants.

Les pouvoirs publics sont saisis ; l'utilité et l'urgence de cette proposition s'imposent, si on veut que nos Sociétés puissent se reconstituer et vivre, au grand profit de l'industrie, du commerce et des finances publiques.

Un autre député, l'honorable M. Serre, vient

de déposer son rapport sur le Registre du Commerce, qui constituera en quelque sorte le Casier Commercial des Sociétés : c'est une création, dont M. Clementel a pris l'initiative, et que nous avons demandée également, depuis longtemps, mais sans y insérer certaines restrictions, qui nous paraissent incompatibles avec le caractère et le tempérament de nos commerçants et industriels français.

Quoi qu'il en soit, et pour compléter le Registre du Commerce, en modifiant le système de publicité du Bulletin des Annonces légales obligatoires à la charge des Sociétés Financières, si onérement instauré en vertu de la loi du 30 janvier 1907 et des décrets du 27 février 1907 et 3 février 1912, nous venons de reprendre dans un article de la Gazette des Sociétés et du Droit Financier du mois d'avril le projet d'un Office National des Sociétés à créer sous le contrôle de la Chambre de Commerce de Paris, et le modèle du système anglais pour les « Companies Registration Office », de Somerset House ; nous espérons que les lecteurs de l'*Economiste Européen* n'ont pas oublié la campagne, que nous avons entreprise en 1913 dans l'*Economiste Européen* sur le même sujet, et nous serions heureux, si nous pouvions, pour l'après-guerre, contribuer à créer un mouvement d'opinion, qui déterminât nos gouvernants à comprendre enfin les services inespérés que peut rendre aux sociétés et aux finances publiques un organisme aussi compétent, aussi désintéressé et indépendant que la Chambre de Commerce de Paris, en union avec celles de province.

Nous répétons que nous avons dans la Banque de France un admirable instrument de Crédit, qui nous a permis jusqu'à présent de faire face sans à coup aux difficultés financières les plus graves.

Nous espérons que M. Ribot, président du Conseil, et notre nouveau ministre des Finances, M. Thierry, sauront faire appel, dans le même ordre d'idées, au concours des Chambres de Commerce.

A. LINOL.

La Russie et les Empires Centraux

Point n'est besoin de rappeler qu'à côté du Gouvernement provisoire, qui assure le pouvoir en Russie depuis l'abdication du tzar, existe le Conseil des délégués ouvriers, qui cherche par tous les moyens possibles à s'assurer la suprématie afin de mettre en pratique certaines théories démagogiques qui lui sont particulièrement chères.

Cette dualité de régime a donné toutes les espérances aux gouvernements de Berlin et de Vienne, surtout après les déclarations suivantes formulées par le Conseil ouvrier au cours de sa réunion du 14 avril :

« Le peuple révolutionnaire de Russie continuera ses efforts pour amener la paix sur la base de la fraternité et de l'égalité des nations libres. »

« Le renoncement officiel de tous les gouvernements aux programmes d'expansion territoriale est un des puissants moyens pour faire cesser la guerre. Mais tant que ces conditions ne sont pas réalisées, tant que la guerre continue, la démocratie russe reconnaît que la désorganisation de l'armée et l'affaiblissement de sa combativité seraient un coup mortel à la cause de la liberté et aux intérêts vitaux du pays. »

Les empires centraux n'ont relevé de ces déclarations que ce qui les concerne soit « que le renoncement officiel de tous les gouvernements aux programmes d'expansion territoriale est un des plus puissants moyens pour faire cesser la guerre ». Ils ont vu là une invite indirecte, et non

pas, au contraire, que cela signifiait bien haut que le Conseil des délégués ouvriers se prononçait contre l'affaiblissement de l'armée. C'est pourquoi de Vienne a été télégraphiée au monde entier la communication officieuse suivante, manifestation du profond besoin de paix qui se ressent à Vienne et à Berlin :

« Le Gouvernement de la monarchie austro-hongroise a pris connaissance des déclarations du Gouvernement provisoire de Russie, déclarations publiées le 14 avril. Il a retenu de ces déclarations que la Russie n'a pas l'intention « d'opprimer d'autres peuples, de leur enlever leur patrimoine national ni de s'emparer de territoires étrangers ; qu'elle veut au contraire déterminer une paix durable fondée sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. »

« Le Gouvernement austro-hongrois a pu ainsi se rendre compte que le gouvernement provisoire russe se propose comme but le but même que le ministre des affaires étrangères d'Autriche-Hongrie a affirmé être le sien dans l'interview du 14 mars, où il a déterminé les buts de guerre de la monarchie austro-hongroise. On peut donc affirmer que le gouvernement d'Autriche-Hongrie et le gouvernement provisoire russe désirent également une paix honorable pour les deux parties, une paix qui, ainsi qu'il a été dit dans les offres de paix faites par l'Autriche-Hongrie et ses alliés le 12 décembre 1916, garantisse l'honneur et le libre développement des Etats belligérants. »

« Il apparaît clairement aux yeux du monde entier et en particulier aux yeux des peuples de Russie que la Russie n'est plus contrainte à combattre pour la défense de son territoire et la liberté de ses peuples. Etant donné la communauté des buts que se proposent les gouvernements alliés et le gouvernement provisoire russe, il n'est pas difficile de trouver le moyen d'arriver à un accord. Cela est d'autant moins difficile que Sa Majesté l'empereur d'Autriche, roi apostolique de Hongrie, en parfait accord avec les monarques ses alliés, souhaite à l'avenir vivre en paix et en amitié avec un peuple russe heureux et dont les conditions de vie soient assurées à l'intérieur et à l'extérieur. »

Pendant que Vienne envoyait cette note, Bethmann-Hollweg, de Berlin, s'arrangeait avec une trentaine de faux socialistes russes, hommes et femmes, afin de constituer à Stockholm un congrès, auquel prendraient part des délégués allemands et autrichiens, présidés respectivement par les trop connus Scheidemann et Adler, pour entamer des négociations de paix séparée avec lesdits socialistes russes.

Immédiatement, de Russie, fut dénoncée cette grossière manœuvre, qui montre bien le besoin qu'ont les gouvernements austro-allemands d'essayer de faire une paix qui leur assurerait, pour quelque temps au moins, une situation intérieure tranquille — les désordres actuels de Berlin donnant clairement à penser que la révolution russe peut hanter certains esprits germains.

D'ailleurs, dans leurs organes, nos ennemis laissent percer leur désir de paix prochaine :

La *Strassburger Post* fait ressortir l'importance des dernières déclarations faites à Vienne et à Berlin à l'adresse de la Russie, qui sont au fond une offre de paix séparée, inspirée par le désir de préparer la paix générale.

La *Gazette populaire de Cologne* dit également :

« Les dernières manifestations officielles ont visiblement pour but, à la suite des déclarations antérieures faites des deux côtés, de constater l'entente sur les points essentiels : la Russie fera avec les Alliés ce qu'elle voudra, c'est son affaire ; nous n'avons pas besoin de l'inciter à être fidèle ou infidèle aux engagements pris par le tzar. »

Ajoutons que la complicité allemande s'affirme nettement. En effet, le gouvernement allemand a

mercredi et l'expédition des viandes abattues sera interdite ce même jour.

La réduction des importations de viandes congelées, ainsi que la diminution du cheptel national ont seuls obligé notre ministre à prendre des mesures aussi sévères, car il faut bien admettre que l'alimentation de l'armée combattante ne peut être aucunement diminuée.

En outre, depuis lundi dernier 16 avril, sont interdites sur tout le territoire la fabrication et la mise en vente de toute pâtisserie fraîche, c'est-à-dire de celle qui doit être consommée dans les quatre jours de sa confection.

A la suite de l'entrevue des pâtisseries avec le ministre du ravitaillement, il a été consenti par les pâtisseries une fermeture de deux mois consécutifs, afin de permettre au ministre de constituer un stock de farines. On croit savoir que ce sera pendant les mois de juin et juillet.

Production mondiale du Caoutchouc en 1916.

Une statistique anglaise estime que la production mondiale a augmenté en 1916 de 27 à 28 %. Cette augmentation est due principalement à l'extension de la production dans les plantations. La production totale a été en 1916 de 201.598 tonnes : sur ce chiffre 152.650 tonnes ont été fournies par les plantations, 36.500 par le Brésil. Les Etats-Unis ont absorbé 115.609 tonnes. La consommation de la Grande-Bretagne a été de 26.812, mais elle a importé 75.240 tonnes, dont 48.428 tonnes ont été réexportées. Les Etats-Unis ont prélevé 85.531 tonnes sur la production des plantations et la Grande-Bretagne 57.095 tonnes. La valeur du caoutchouc de plantation entré aux Etats-Unis en 1916 est estimée à 625 millions de francs. Il est intéressant de rappeler qu'en 1910 la production des plantations n'était que de 8.000 tonnes. La production de 1917 est évaluée à 242.000 tonnes, dont 192.000 tonnes pour les plantations, 37.000 tonnes pour le Brésil et 13.000 pour les autres provenances.

PETITES NOUVELLES

◆ Dans la circulaire en date du 15 février 1917, adressée à la *Compagnie des Agents de change*, rappelant et confirmant des circulaires précédentes, il est stipulé, notamment, qu'il est nécessaire, pour vendre des titres sur le marché de Paris, de justifier qu'ils sont possédés en vertu d'acquisitions régulières.

Le caractère de cette possession ne devant donner lieu à aucune divergence de vues, il paraît indispensable de la définir d'une manière explicite par les indications suivantes, qui sont approuvées par la Commission financière interministérielle et par le ministre des Finances :

Les Français domiciliés en France ne peuvent vendre que les titres qu'ils possédaient avant le 1^{er} août 1914 ou qu'ils ont achetés ou souscrits régulièrement en France depuis cette date.

Les habitants des pays alliés ou neutres, ou Français domiciliés dans ces pays, ne peuvent vendre que des titres achetés ou souscrits régulièrement en France depuis le 1^{er} août 1914.

Les alliés ou neutres domiciliés en France ne peuvent, en dehors des titres achetés ou souscrits en France depuis la guerre, procéder à des ventes de titres que pour les besoins nécessaires à l'existence et jusqu'à concurrence de ces besoins.

La vente sur le marché des titres achetés à l'étranger est rigoureusement interdite, d'une façon générale, même pour un Français domicilié en France et pour quelque cause que ce soit.

Il n'est pas possible d'indiquer tous les cas qui

peuvent se présenter. Les indications ci-dessus ne sont donc pas limitatives et ne doivent être considérées qu'à titre d'exemples.

Mais la solution des questions à résoudre, dans l'examen d'un ordre de vente, peut être facilement obtenue si l'on veut bien se rendre compte que le but à poursuivre est d'empêcher, dans l'intérêt supérieur de la Défense nationale, par tous les moyens possibles et sous quelque forme qu'elles se présentent, les exportations de capitaux en dehors de notre pays.

Pour assurer l'exécution des prescriptions ci-dessus et sur la demande de la Commission financière interministérielle, les banquiers devront fournir l'engagement écrit de veiller à ce que leur personnel subalterne exige effectivement du donneur d'ordres les justifications ci-après :

- 1° Nationalité du commettant ;
- 2° Le lieu où habite ce dernier, puis, quand il s'agit d'un Français résidant hors de France ou d'un étranger ;
- 3° La date à laquelle il a acquis les titres qu'il s'agit de vendre ;
- 4° Le ou les documents qu'il a fournis pour justifier cette indication de date.

Paris, le 12 avril 1917.

◆ L'action du *Crédit Foncier* reproduit son cours antérieur de 685 à la veille de l'assemblée générale convoquée pour le 28 avril.

Le marché des obligations foncières et communales a bénéficié d'une animation spéciale déterminée par l'introduction à la Bourse des titres émis le 24 mars.

Les obligations libérées ont progressé de 297, premier cours coté, à 300,50, accusant ainsi une prime de 20 francs sur le prix d'émission. Les obligations non libérées se négocient à 289. C'est la consécration la plus manifeste du succès du nouvel emprunt.

Le 1^{er} mai, les foncières 1879, 1913 (3 1/2 et 4 %) détacheront leur coupon semestriel.

Marché Financier

Paris, le 19 avril 1917.

Toute cette huitaine, le marché est demeuré calme et sans modifications sensibles. Le groupe russe se montre mieux tenu ; nos rentes sont fermes à leurs cours précédents. Valeurs de navigation peu actives, non plus que les Mines d'or. Une certaine reprise semble se manifester sur le groupe des valeurs de caoutchouc.

Parmi les derniers cours cotés, nous relevons :

Au Parquet. — Au comptant : 3 %, 61,75 ; 5 %, 88,55 ; Banque de France, 5.235 ; Banque de Paris, 990 ; Crédit Foncier, 685 ; Crédit Lyonnais, 1.180 ; Actions Est, 779 ; P.-L.-M., 996 ; Nord, 1.300 ; Orléans, 1.085 ; Ouest, 700 ; Transatlantique, 275 ; Boléo, 1.015 ; Pennaroya, 1.930 ; Suez, 4.380 ; Extérieure, 101,05 ; Russe 5 % 1906, 81,25 ; Briansk, 415 ; Rio Tinto, 1.781 ; Prowodnik, 360 ; Tréfileries du Havre, 230 ; Montbard-Aulnoye, 475 ; Etablissements Bergougnan, 1.355.

Marché en Banque. — Au comptant : Toula, 1.265 ; Maltzof, 583 ; Cape Copper, 123 ; Mount Elliott, 154,50 ; Spassky, 52 ; De Beers, 349 ; Modderfontein B, 217 ; Rand Mines, 89,25 ; Bakou, 1.749 ; Malacca ordinaire, 161 ; Financière des Caoutchoucs, 224.

L'Administrateur-Gérant : GEORGES BOURGAREL.

Paris.— Imprimerie de la Presse, 16, rue du Croissant. — Simart, imp.